By

ADV.

20. Aug. 1962

Coordination (1)

L. 8009/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 26 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut national de crédit agricole", a donné le 4 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e juni 1962 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 30 september 1939 tot oprichting van een Nationaal Instituut voor landbouwkrediet", heeft de 4e juli 1962 het volgend advies gegeven :

R. V.
Bisnon
1 9 62

Le projet a pour but de modifier l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut national de crédit agricole.

Les modifications concernent :

1° le relèvement du plafond des engagements de l'Institut jusqu'à trois milliards, avec faculté pour le Roi de le porter jusqu'à un maximum de cinq milliards par tranches successives de cinq cents millions;

2° la suppression de l'intervention du Ministre de l'Agriculture et de la Commission bancaire pour déterminer les conditions d'émission et de remboursement des bons de caisse et des obligations. L'autorisation du Ministre des Finances sera seule requise;

3° la suppression de la condition selon laquelle il faut des circonstances exceptionnelles pour que l'Institut puisse contracter des emprunts provisoires;

4° la suppression de la disposition aux termes de laquelle tous les deux ans deux membres du conseil et un reviseur cessent leurs fonctions;

5° le remplacement, en cas d'absence ou d'empêchement, du directeur général par un membre du personnel de l'Institut;

6° l'augmentation de la participation de l'Etat dans le fonds social de l'Institut. Le projet porte cette participation de deux cent cinquante à trois cent cinquante millions de francs;

.../...

7° la suppression de la faculté d'accorder au moyen de la moitié du solde favorable des ristournes d'intérêt sur les prêts consentis. Le projet prévoit que tout le solde est versé à un fonds de réserve ou transféré à l'exercice suivant.

\+

\+ +

Article 1er.

Cet article modifie l'article 3 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937. Cet article 3 a subi de très nombreuses modifications auxquelles il est nécessaire de se référer pour connaître avec certitude le texte actuellement en vigueur. Cet état de choses rend souhaitable, dans un but de clarté, la reproduction en entier des deux premiers alinéas, bien que le législateur se soit antérieurement prononcé sur les deux premières phrases.

Si cette suggestion est suivie, l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'article 3, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut national de crédit agricole, modifié par l'arrêté royal n°67 du 30 novembre 1939, par l'arrêté-loi du 7 janvier 1946, par l'arrêté du Régent du 24 février 1947 et par les lois des 26 mars 1949, 10 juin 1952 et 15 avril 1958, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"L'Institut national de crédit agricole fonctionne sous la garantie de l'Etat. L'Etat garantit notamment le remboursement du capital et le paiement des intérêts des obligations, bons de caisse et emprunts émis conformément aux dispositions des articles 6 et 7, ainsi que tous endos d'effets, d'avals ou garanties quelconques.

Les engagements de l'Institut ne peuvent, à aucun moment, dépasser trois milliards de francs. Le Roi peut élever ce montant à cinq milliards de francs par libération successive de quatre tranches de cinq cents millions de francs".

Article 2.

Cet article modifie l'article 6 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937. Cet article 6 a été modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1955 et par la loi du 27 décembre 1960.

L'arrêté royal du 10 novembre 1955 avait pour but de mettre l'arrêté du 30 septembre 1937 en concordance avec la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, qui dispose en son article 12, alinéa 1er : "Les emprunts à plus de dix jours de date, que les organismes visés à l'article 1er peuvent contracter dans les limites fixées par leurs statuts, sont soumis à l'autorisation du Ministre dont ils relèvent et du Ministre des Finances".

.../...

Alors que l'arrêté du 30 septembre 1937 exigeait l'approbation du Ministre des Finances, l'arrêté royal du 10 novembre 1955 a prévu aux lieu et place de cette approbation l'autorisation du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture.

Le projet supprime l'intervention du Ministre de l'Agriculture, ce qui constitue une dérogation à la règle générale énoncée à l'article 12 de la loi du 16 mars 1954.

Le liminaire de cet article 2 devrait être rédigé comme suit :

"L'article 6 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1955 et par la loi du 27 décembre 1960, est remplacé par la disposition suivante : ... ".

Article 3.

Cet article supprime l'intervention du Ministre de l'Agriculture qui avait été prévue pour mettre l'article 7 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 en concordance avec l'article 12 de la loi du 16 mars 1954. Il appelle les mêmes observations que l'article 2.

.../...

Le liminaire de cet article 3 devrait être rédigé comme suit :

"L'article 7 du même arrêté royal, modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1955, est remplacé par les dispositions suivantes :,

"Article 7. L'Institut peut contracter ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 4.

Il y a lieu d'écrire : "A l'article 9, alinéa 1er, du même arrêté royal, les deux dernières phrases sont supprimées".

Article 5.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 12, alinéa 2, du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante : ... ".

Article 6.

La rédaction de l'article serait plus correcte et d'ailleurs conforme à la rédaction néerlandaise du projet dans le libellé suivant :

"Le directeur général ou son remplaçant remplit auprès du conseil d'administration et du comité de direction les fonctions de rapporteur et est chargé d'exécuter leurs décisions".

.../...

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"A l'article 13 du même arrêté royal, la première phrase est remplacée par le texte suivant : ... ".

Article 7.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 14 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante : ...

"Article 14. Les président et membres ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 8.

Dans un but de clarté, il y aurait lieu de remplacer en son entier l'alinéa 1er de l'article 17.

L'article 8 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

L'article 17, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, par l'arrêté-loi du 7 janvier 1946, par l'arrêté du Régent du 24 février 1947 et par les lois des 26 mars 1949 et 10 juin 1952, est remplacé par la disposition suivante :

"L'Etat et la Caisse générale d'épargne et de retraite mettent à la disposition de l'Institut un fonds de premier établissement d'un montant de trois cent soixante-cinq millions de francs destiné à lui permettre d'organiser ses services et de faire face aux opérations; la part de l'Etat s'élève à trois cent cinquante millions, celle de la Caisse générale d'épargne et de retraite s'élève à quinze millions".

Article 9.

Le dernier alinéa de l'article 19 est actuellement rédigé comme suit :

"Du solde, 50 p.c. sont investis en valeurs émises ou garanties par l'Etat, en constitution d'un fonds de réserve, et 50 p.c. peuvent être utilisés à des ristournes d'intérêt sur les prêts consentis".

Le projet remplace ce texte par la disposition suivante : "Le solde est versé à un fonds de réserve ou transféré à l'exercice suivant".

La suppression de la disposition actuelle ne dispensera pas l'Institut de se conformer à l'article 12, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public , selon lequel les avoirs et les disponibilités qui ne seraient pas utilisés à la réalisation des opérations et des

.../...

investissements prévus par la loi organique ou les statuts, doivent être investis en valeurs émises ou garanties par l'Etat ou en fonds publics dont la liste est établie par le Roi.

Le liminaire de l'article 9 devrait être rédigé comme suit :

"L'article 19, alinéa 2, du même arrêté royal , modifié par l'arrêté royal n°67 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante : ... ".

Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 september 1937 tot oprichting van een Nationaal Instituut voor landbouwkrediet.

De wijzigingen bestaan in :

1° verhoging van het plafond der verbintenissen van het Instituut tot drie miljard frank met mogelijkheid voor de Koning, dit plafond door achtereenvolgende tranches ten bedrage van vijfhonderd miljoen frank op vijf miljard te brengen;

2° terzijdestelling van de medezeggenschap van de Minister van Landbouw en van de Bankcommissie bij de vaststelling der voorwaarden van uitgifte en terugbetaling van kasbons en obligaties. Alleen de machtiging van de Minister van Financiën zal voortaan nog vereist zijn;

3° afschaffing van de voorwaarde volgens welke het Instituut niet dan in uitzonderlijke omstandigheden voorlopige leningen kan aangaan;

4° afschaffing van de bepaling volgens welke om de twee jaar twee leden van de raad en een revisor hun ambt neerleggen;

5° vervanging van de directeur-generaal, wanneer deze afwezig of verhinderd is, door een lid van het personeel van het Instituut;

6° verhoogde bijdrage van de Staat ten bate van het maatschappelijk fonds van het Instituut. Het ontwerp brengt deze bijdrage van tweehonderd vijftig op driehonderd vijftig miljoen frank;

.../...

7° afschaffing van de mogelijkheid om, met de helft van het batig saldo, rente-ristorno's op de voorgeschoten gelden toe te staan. Het ontwerp bepaalt dat het ganse saldo in een reservefonds gestort of op het volgende dienstjaar overgeboekt wordt.

\+

\+ \+

Artikel 1.

Dit artikel wijzigt artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 september 1937. Laatstgenoemd artikel heeft veelvuldige wijzigingen ondergaan die men telkens weer moet naslaan om met stelligheid uit te maken welke tekst nu geldt. Duidelijkheidshalve lijkt het dan ook gewenst, de eerste twee alinea's in hun geheel over te schrijven, al heeft de wetgever zich vroeger over de eerste twee volzinnen uitgesproken.

Wordt op die wenk ingegaan, dan zou artikel 1 er als volgt uitzien :

"Artikel 1.-

Artikel 3, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 september 1937 tot oprichting van een Nationaal Instituut voor landbouwkrediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 67 van 30 november 1939, bij de besluitwet van 7 januari 1946, bij het besluit van de Regent van 24 februari 1947 en bij de wetten van 26 maart 1949, 10 juni 1952 en 15 april 1958, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Het Nationaal Instituut voor landbouwkrediet werkt onder 's Rijks waarborg. De Staat waarborgt met name de aflossing van het kapitaal en de uitkering van de renten der obligaties, kasbons en leningen uitgegeven overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 6 en 7, alsmede alle endosso's van effecten, avals of enigerlei waarborgen.

De verbintenissen van het Instituut mogen op generlei tijdstip drie miljard frank te boven gaan. De Koning kan dit bedrag op vijf miljard frank brengen door achtereenvolgende vrijmaking van vier tranches van vijfhonderd miljoen frank".

Artikel 2.

Dit artikel wijzigt artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 september 1937, welk artikel voordien werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 november 1955 en door de wet van 27 december 1960.

Het koninklijk besluit van 10 november 1955 had tot doel, het besluit van 30 september 1937 in overeenstemming te brengen met de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, waarvan artikel 12, eerste lid, bepaalt : "De leningen voor meer dan tien dagen welke de in artikel 1 vermelde organismen binnen de perken in hun statuten gesteld, mogen aangaan, worden aan de Minister van wie ze afhangen en aan de Minister van Financiën ter machtiging voorgelegd".

.../...

In de plaats van de door het besluit van 30 september 1937 geëiste goedkeuring van de Minister van Financiën, heeft het koninklijk besluit van 10 november 1955 de machtiging van de Minister van Financiën en van de Minister van Landbouw voorgeschreven.

Het ontwerp nu sluit de bemoeiïng van de Minister van Landbouw uit en wijkt hierin af van de algemene regel die artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 stelt.

De inleidende volzin van artikel 2 moet als volgt worden gelezen : "Artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 november 1955 en bij de wet van 27 december 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 3.

Ook dit artikel sluit de bemoeiïng van de Minister van Landbouw uit, terwijl diens medezeggenschap was voorgeschreven ter wille van de overeenstemming van artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 september 1937 met artikel 12 van de wet van 16 maart 1954. Het geeft aanleiding tot dezelfde opmerking als artikel 2.

.../...

Voor de inleidende volzin van artikel 3 wordt de volgende lezing aanbevolen : "Artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 november 1955, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 7. Het Instituut kan ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 4.

Men leze : "In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit vervallen de laatste twee volzinnen".

Artikel 5.

De inleidende volzin moet als volgt worden gelezen : "Artikel 12, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 6.

Een juistere Franse, tevens bij de Nederlandse tekst van dit artikel aansluitende redactie ware :

"Le directeur général ou son remplaçant remp auprès du conseil d'administration et du comité de dir tion les fonctions de rapporteur et est chargé d'exéc leurs décisions".

Voorts leze men de inleidende volzin als hierna : "In artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit wordt de eerste volzin door de volgende tekst vervangen : ...".

Artikel 7.

Als inleidende volzin wordt voorgesteld : "Artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 14. De voorzitter en de leden van de ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 8.

Duidelijkheidshalve herstelle men het eerste lid van artikel 17 in zijn geheel.

Artikel 8 van het ontwerp wordt dan :

"Artikel 8.-

Artikel 17, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 67 van 30 november 1939, bij de besluitwet van 7 januari 1946, bij het besluit van de Regent van 24 februari 1947 en bij de wetten van 26 maart 1949 en 10 juni 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Staat en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas stellen ter beschikking van het Instituut een fonds van eerste oprichting ten bedrage van driehonderd vijfenzestig miljoen frank, bestemd om het Instituut een inrichting van zijn diensten mogelijk te maken en de voor de verrichtingen nodige middelen te verschaffen; het aandeel van de Staat bedraagt driehonderd vijftig miljoen frank, dat van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas vijftien miljoen frank".

Artikel 9.

Het laatste lid van artikel 19 luidt thans : "Van het saldo wordt 50 t.h., in door de Staat uitgegeven of gewaarborgde effecten, tot samenstelling van een reservefonds belegd, en mogen 50 t.h. tot renteristorno's op de voorgeschoten gelden worden aangewend".

Het ontwerp vervangt die tekst door de volgende : "Het saldo wordt in een reservefonds gestort of naar het volgende boekjaar overgedragen".

De opheffing van de thans geldende bepaling neemt voor het Instituut echter de verplichting niet weg, zich te gedragen naar de voorschriften van artikel 12, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, volgens hetwelk de tegoeden en beschikbare gelden die

.../...

niet werden gebruikt voor verrichtingen en beleggingen als bepaald in de organieke wet en de statuten, moeten worden belegd in door de Staat uitgegeven effecten alsmede in openbare fondsen waarvan de Koning de lijst vaststelt.

De inleidende volzin van artikel 9 moet als volgt worden gelezen : "Artikel 19, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 67 van 30 november 1939, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw: adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.